

T2137 - 343 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

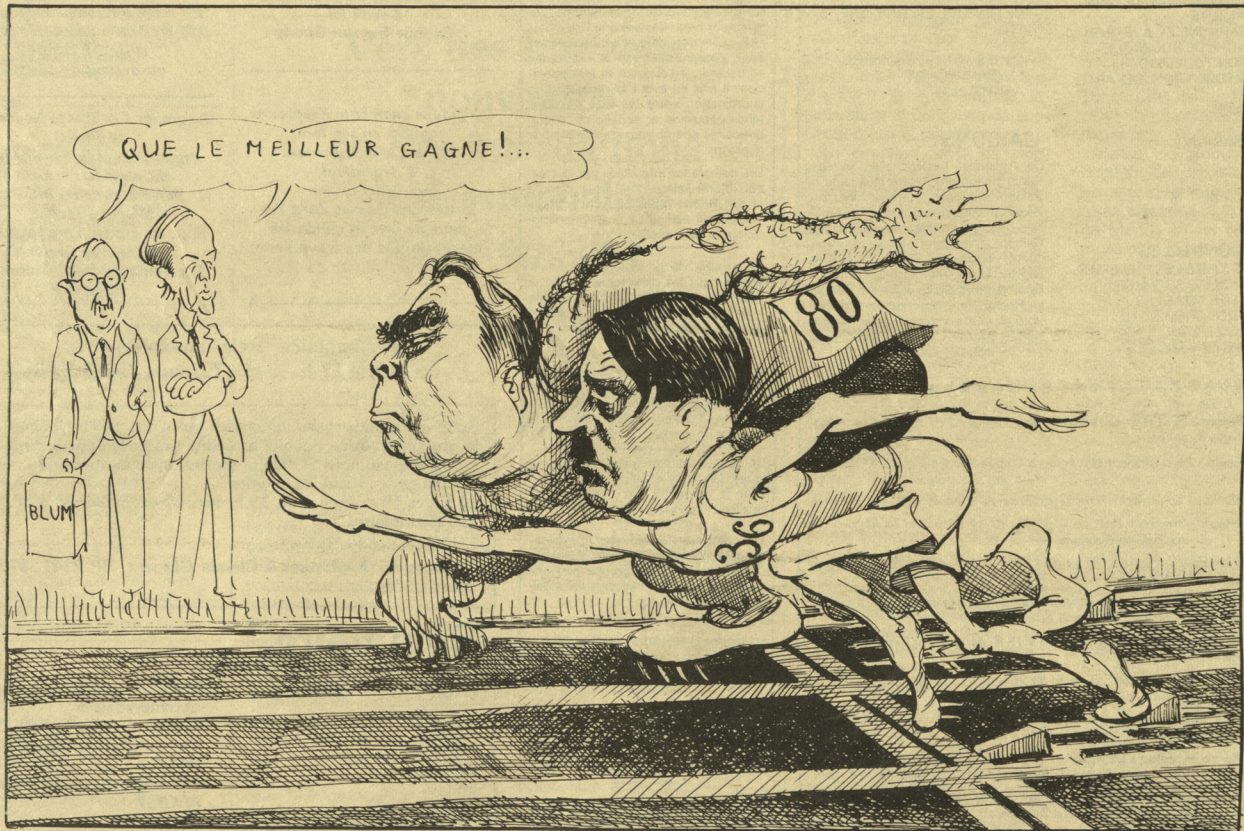
N°343 JEUDI 31 JANVIER 1980 4,00 F.

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Afghanistan ... J.O. : vers une troisième guerre mondiale ?



Editorial

La situation internationale n'a jamais été aussi sombre. Les possibilités d'une troisième guerre mondiale sont souvent évoquées. Depuis l'affaire cubaine et la guerre froide qui s'en suit, nous n'avons pas vécu une atmosphère internationale aussi tendue. Pourtant, les raisons fondamentales de cette crise ne varient pas ; nous voulons parler de la concurrence internationale des capitalismes organisés au travers des super-puissances et de leur pouvoir, par nature conflictuel et source de guerre. En passant qu'il nous soit permis de sourire sur les accords Salt II, et de tous ceux qui voulaient y voir une garantie pour la paix. D'après certains chroniqueurs, il paraissait même que la réélection de Jimmy Carter dépendait de leur réussite !... Brejnev a certainement fait mieux pour lui en jetant « l'étau marxiste » sur le « réveil de l'Islam » dans une région qui donne à l'URSS une option vers la mer d'Arabie.

Ce grave problème, pour certains, voudrait-on nous faire croire, se résume à la question suivante : faut-il ou non boycotter les Jeux olympiques ? En ce qui nous concerne, voilà bientôt deux ans que notre Congrès y a répondu ; ils servent toujours un intérêt politique et, comme l'Islam a son réveil, endorment les populations. Que les gouvernements demandent le boycott des Jeux olympiques, ce n'est pas ce que nous voulions, et leur mort qui devrait suivre, ne nous réjouirait pas plus qu'elle nous attristerait. Le sport ne perdrait rien et par ailleurs nous faisons confiance aux ressources de tous les pouvoirs pour monter de nouvelles entreprises de mystification. Le boycott a, pour nous, un intérêt s'il est le fait des

participants et des populations ayant conscience du caractère et du rôle de cette compétition. A propos des Jeux de Berlin en 36, on a souvent dit qu'ils ont servi de caution et de faire-valoir à Hitler, cela ne fait aucun doute. Aucun doute, non plus, qu'ils serviront le gouvernement russe, mais a-t-il besoin de cela ?

En tous les cas, comme Blum lorsqu'Hitler vint en aide à Franco pendant la guerre d'Espagne, Giscard ne se mouille pas sur l'affaire afghane, ni en conséquence sur les Jeux olympiques. Il pratique la politique de l'épicière qui ne se mêle pas des querelles entre ses clients - « pendant la guerre, la vente continue » -. Il est en cela le digne représentant des milieux d'affaires français, car ne nous leurrions pas, son souci n'est pas de préserver la paix aux Français, mais de faire passer les objectifs et la politique de nos exploités. Ainsi la situation internationale et la psychose qu'il aimerait créer depuis ses vœux du Nouvel An autour des risques d'une troisième guerre mondiale, lui auront servi à annoncer la couleur en matière de politique nucléaire, avec les félicitations du CNPF, et à attaquer encore une fois les acquis des travailleurs, cette fois dans le domaine de la santé. Le patronat ne suffisant plus, il est relayé naturellement par le gouvernement qui rend obligatoire la prise en charge de 5 à 12% des frais médicaux par les assurés sociaux organisés en mutuelles. Il est clair qu'il s'agit de diminuer l'influence mutualiste et de favoriser les intérêts des compagnies d'assurances privées. Le capitalisme libéral a sa logique : liberté d'exploitation, c'est-à-dire : liberté du renard dans le poulailler. A nous - travailleurs - au travers de nos organisations de classe, de lutter.

La France est un pays où le scandale n'émeut plus personne, où la population infantilisée par les propos béatifiants de son président, ne réagit plus ? La lame de fond qui se prépare, n'apparaît pas à la surface calme de la mer, à nous, en participant aux luttes avec nos compagnons, d'en faire un raz-de-marée !

CETTE
SEMAINE

Poussée
de l'URSS
vers
l'Océan
indien

Fop. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCERON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRÉ-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : GRENOBLE
 LOIRE : ST ETIENNE
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIÈVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE-VALENCIENNE
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGON
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
 EURE-VEUREUX
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD. L'HAY
 - MASSY PALAISEAU

BANLIEUE EST

- ORSAY BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVAIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE

BANLIEUE OUEST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salou, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpelier, Laon, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Briec, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Nantes, Mulhouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueue.

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 13 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Jacob : le lundi, de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertiaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Les Editions de L'Entr'aide viennent de publier
POUR L'ANARCHISME
 de Nicolas Walter
 En vente à Publico 7 F

COMMUNIQUÉS

Le groupe de St Briec vend le M.L. à la criée tous les samedis matin, Place de la poste pendant le marché.

Les sympathisants intéressés par la création d'un groupe libertaire estudiantin à Rouen peuvent contacter les militants le vendredi et le mardi midi au restaurant universitaire du Panorama.

Toutes celles et tous ceux qui sont intéressés pour monter une liaison F.A. sur Béziers, peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures.

Une liaison F.A. est en formation sur Avignon-Montfavet, la contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe anarchiste révolutionnaire Nestor Makhno de Saint-Etienne, récemment créé, déclare que l'idée d'unité collective dans l'action permet seule l'organisation de la résistance au pouvoir, à l'autorité et à l'oppression. Il met en avant la recherche de coordination entre les lots de résistance populaire, et appelle les révolutionnaires anarchistes stéphanois à le rejoindre.

Les camarades intéressés par la création d'une liaison Voie libre dans la région Rhône-Alpes peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au marché aux Pucies de Toulon (La Valette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Un groupe est en formation à Toulouse. Les personnes intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les camarades anarchistes et sympathisants libertaires de Lyon intéressés par la création d'un groupe peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Orsay-Bures vend le Monde Libertaire tous les dimanches de 10h 30 à 12 h au marché des Ulis.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe libertaire de Marseille invite tous les libertaires intéressés par un collectif libertaire pour le boycott des J.O. de Moscou à prendre contact le samedi de 14 à 16 h au 72 bd Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication
Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 56 636
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 13 à 15 h
 51, rue de Lappe
 75 011 PARIS
 et
 tous les samedis de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy
 METZ - Tel. 74.41.58

Rendez-vous donné à tous ceux qui sont révoltés par l'interdiction d'affichage.

Venez avec seaux, colle et balais, le samedi 2 février à 10 h devant la gare de Sevrans-Livry à 10 h devant la gare de Bondy Pour une insoumission active à cette loi
Groupe Sevrans-Bondy

Le groupe anarchiste Kropotkine organise en son local 28 rue Carême Prenant à Argenteuil un colloque sur Lutes des classes dans les pays de l'est et solidarité internationale des travailleurs le samedi 9 février à 15h30

Permanence Relations Intérieures

de 14 h à 17 h 3 rue Ternaux 75011 Paris

Suite aux nombreuses demandes qui n'ont pu être honorées, le groupe Maurice Fayolle a réédité ses enveloppes, symbole F.A., drapeau noir Ni dieu ni maître, avec citations de Louise Michel et de Michel Bakounine. 10 F. les 50 exemplaires, 19 F. les 100 exemplaires, 36 F. les 200 exemplaires.
EN VENTE A PUBLICO
 Commandes à adresser à Claude Garcera, BP 2141, 37021 Tours Cédex.

Sommaire

PAGE 1 Editorial
PAGE 2 Activités F.A.
PAGE 3 En bref... souscription
 La vraie victoire de ceux de Mavilor.
 Vers des horizons nouveaux...
PAGE 4 Anjou : douceur fascisée.
 L'anarcho-syndicalisme.
 Sur l'école socialiste en Algérie.

Le groupe Louise Michel organise en son local 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (métro Blanche) une conférence-débat sur La liberté de la presse et de l'information avec la participation de la radio libre du quartier Abbesses-écho le jeudi 7 février à 20 h 30

Le groupe libertaire de Marseille organise un débat sur Boycott des J.O. de Moscou le samedi 2 février à 14 h au 72 bd Eugène Pierre 13005 Marseille

Le groupe Fresnes-Antony a édité une affiche à l'occasion des Jeux Olympiques Berlin 36 - Moscou 80 qui dénonce le fascisme brun et le fascisme rouge
 En vente à Publico au prix de 0,65 F l'unité au-dessus de 10 ex. et de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex.

Le groupe Les Temps Nouveaux de Troyes organise des réunions-débats 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche) à 20 H 30 Mardi 5 février Pour ou contre l'organisation Mardi 19 février Fondements d'une économie libertaire

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		Etranger	
France	Sous pli fermé		
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Four tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Abonnez-vous

en bref...en bref...

Vaste affaire de haschich dans le Val-de-Marne ! C'est du moins ce que veulent laisser entendre : les Jeunes communistes, le PC, le maire de Villejuif (du communiste), le président de l'association Cornec de la cité scolaire Darius Milhaud (conseiller municipal communiste)... et évidemment, les médias se sont lancés sur une nouvelle affaire de mœurs « trafic de drogues dans nos écoles » ! Surtout ne voyons qu'une coïncidence fortuite dans l'uniformité politique des personnes qui, par l'intermédiaire d'une dénonciation de l'emprise « de la drogue sur les jeunes », en arrivent à la demande d'interdiction professionnelle. A Darius Milhaud des professeurs ont été convoqués par la brigade des stupéfiants, une enquête administrative est ouverte. Certains tracts, en toute modestie, accusent même un enseignant, Sarda, militant OCI, de prôner ouvertement la libération du haschich : serait-ce la nouvelle ligne politique de cette organisation ? Quoique l'ensemble des lettres, tracts, proclamations, nous fassent sourire, n'oublions pas que les colonnies et l'amalgame l'emportent facilement sur la raison.

Boycott or not boycott
Après l'Arabie saoudite, le Canada, les USA et la Grande-Bretagne avancent des propos très proches du boycott des Jeux olympiques de Moscou ou essaient de les déplacer dans des villes moins marquées politiquement. Beaucoup d'intérêts entrent en jeu pour ne pas favoriser ces tentatives : investissements des multinationales, prestiges nationaux et pressions diplomatiques. Le président du comité olympique français s'est, quant à lui, bien opposé à ce boycott qui fait entrer « la politique dans le sport » et affirme qu'il équivaudrait à une mort certaine des Olympiades : n'est-ce pas ce qui serait le plus favorable au sport, et non son maintien dans le strict cadre commercial et soumis aux scores et esprit compétitifs ?

Le Comité d'Action des Prisonniers vient d'éditer un jeu : *La grande cavale*, prix 50 F.
On peut le commander à Publico.

En soutien aux objectifs emprisonnés, 37 hommes et femmes de la région de Feurs ont entamé vendredi 18 janvier un jeûne de 48 h, sur la Place de la Mairie. Une conférence de presse sur le lieu du jeûne a rassemblé près de 200 personnes.

Solidaires des paysans du Larzac, contre l'embarquement de la jeunesse, 10 renvoyeurs de livrets militaires ont tenu une conférence de presse à Nantes. A l'issue de cette réunion, un bloc de résine contenant en inclusion les 10 livrets militaires a été envoyé au ministère des Armées.

Plusieurs responsables de la société Gevelot (fabrique d'armes) ont été entendus par la police sur commission rogatoire du juge d'instruction Hubert Pinseau, pour une transaction d'armes qu'ils ont effectuée. 1500 pistolets mitrailleurs fabriqués au Portugal, destinés à la Somalie, étaient transportés dans des caisses marquées « matériel agricole ». La SA Gevelot aurait servi d'intermédiaire.

souscrivez
massivement

Souscription

Duvernac.....	50	Gr. Commune.....	500
Gr. Armand Robin.....	200	Auzanneau.....	1000
Turrel.....	30	Gil.....	80
Belayche.....	200	Berraud J.P.....	48
Bouey P.....	500	Richard J.C.....	50
Auguste.....	100	Jean et Isabelle.....	100
Bru Marin.....	20	Desoindre E.....	22
Devaux J.Y.....	20	Béty M.....	15
Malfant L.....	40	Decottignies R.....	100
Beaufils.....	30	Gr. d'Evreux.....	100
Gr. Evreux.....	750	Bacca M.....	50
Rémond J.D.....	20	Lavault C.....	100
Marynus R.....	20	Aunance P.....	50
Bayard R.....	110	Lefebvre L.....	20
Berraud J.P.....	20	Niel J.R.....	500
Gr. Commune.....	500	Favre J.L.....	100
Anonyme.....	20	Le Guéau A.....	200
Memous J.....	20	Anonyme.....	50
Estial L.....	100	Gr. Commune.....	500
Girelli.....	20	Vaqué-Marti P.....	32
Rihovey J.....	250	Dumontell P.....	100
Fradin B.....	100	Bouthors M.....	70
Gr. Louise Michel.....	1100	Manif OP 20.....	10
Gr. du Gard.....	36		
Gr. Sacco-Vanzetti.....	851		
Gr. Malatesta.....	2000	Total.....	15600
Gr. Ni dieu ni maître (Angers).....	600	Total précédent.....	21625
Gr. Massy-Palaiseau.....	2096	Total général.....	37225
Gr. de Troyes.....	2000		

Vers des horizons
nouveaux
ou des interdictions
professionnelles
à la française

Nous aurions pu croire - et bien à tort - que seules les social-démocraties et les régimes totalitaires détenaient le triste monopole des interdictions professionnelles, révélées ou déguisées... L'Allemagne de l'ouest, au sein d'une Europe au visage libéral mais aux principaux axes de défense déterminés par l'espace judiciaire, voit grossir les rangs de ses disciples. Les sieurs Beullac et Zarka, respectivement grands papes de l'Education Nationale et du Mouvement des Jeunes Communistes, se révèlent quant à eux être l'avant-garde de cette confrérie internationale aux multiples ramifications.

Après les atteintes aux libertés collectives et individuelles (cf. procès du 23 mars, bavures policières, attaques conjointes de l'Etat et du patronat contre le droit de grève), les attentats au droit à l'information et à la liberté d'expression (loi sur l'affichage et bientôt sur les « graffitis »), c'est vers le monde du travail que vont se conjuguer les efforts répressifs du gouvernement... et du P.C. La mise à pied de J.L. Lelong et l'« affaire de haschich dans le Val-de-Marne » en sont des exemples frappants.

Boire de la bière et enseigner !

En juillet dernier, J.L. Lelong a reçu une lettre de l'administration l'informant de la décision du recteur de ne plus renouveler sa délégation, choix justifié par un « rapport », long comme les jours sans pain, et par les incidents suscités au C.E.S. de Calonne-Ricouard... où d'ailleurs cet enseignant n'a jamais travaillé !

Le rectorat détient donc un dossier présenté comme pièce justificative de cette démarche : lettres anonymes, rapport d'un proviseur sur son « comportement bizarre » (dans les faits : Lelong a joué de la guitare dans une fête scolaire). Bref, il en ressort que J.L. Lelong boit de la bière, se dispute avec sa fem-

me, entretient des rapports avec des collègues... féminines (!), et appose des autocollants anti-nucléaires et anti-militaristes sur sa voiture (!!). Affaire d'ailleurs non conclue, puisqu'un recours au tribunal administratif a été déposé le 30.10.79.

Ce dossier vide (ou trop plein) pour une administration exigeante de ses employés une uniformité de mœurs et d'idées politiques conformes aux intérêts de l'Etat, nous montre la volonté de l'Education Nationale de passer outre les lois sociales. Un dossier qui nous dévoile une fois de plus, le fichage systématique des travailleurs, par les ministres ou l'administration !

Haschich ou Ricard ?

L'enquête policière engagée par la brigade des stupéfiants, et administrative menée par les sœurs de Beullac contre des professeurs de la cité scolaire Darius Milhaud, entre dans un processus similaire.

Les faits sont édifiants : les Jeunes Communistes distribuent un tract dans la cité : « la lutte, pas la drogue », et dont les conclusions sont révélatrices des méthodes de cette organisation : « pour une vie plus belle, plus juste, je lutte, j'adhère à la J.C. ». N'est-ce pas le paradis retrouvé et tant attendu par « cette jeunesse perdue par les stupéfiants » ? Il lui faut donc reconnaître les hautes vertus militantes du Ricard (plus allongé, bien sûr, pour la frange jeune du P.C....) et abandonner l'aiguille ou le joint. Tract auquel répondent immédiatement les enseignants (tirant d'ailleurs leurs informations d'une brochure interministérielle sur le problème). Les réactions ne se font pas attendre. Les médias et la mairie s'emparent de l'affaire. Le maire de Villejuif (P.C.) alerte ses administrés et les met en garde contre « la moralité » des professeurs. Le président de l'Association des Parents d'Elèves Cornec (Conseiller municipal

La vraie victoire de ceux
de Mavilor

Après huit semaines de lutte dont six de grève totale avec occupation d'usine, MAVILOR a repris le travail, lundi 21 janvier.

MAVILOR qui emploie plus d'un millier de travailleurs à la fabrication de villebrequins, notamment pour les moteurs Diesel, a presque le monopole mondial dans ce domaine. C'est dire que le groupe financier MARINE-FIRMINY auquel elle appartient, doit en tirer de substantiels profits (Marine-Firminy est un groupe issu de l'association des patrons sidérurgistes de la région stéphanoise et se retrouve à Creusot-Loire avec Empain et Schneider).

Les travailleurs de MAVILOR avaient donc affaire à forte partie.

La grève avait démarré, sous forme de débrayages et manifestations répétées, pour des revendications au demeurant modestes : 150 F. par mois pour tous, retour aux 40 heures, opposition à l'éventuel arrêt de certains ateliers, demande de suppression des dossiers individuels.

La direction tenta de stopper le mouvement par des mesures de répression (licenciement de quatre délégués), ce qui produisit l'effet inverse. Ce fut l'escalade : occupation d'usine, intervention de la police qui chasse les piquets de grève, réoccupation, publication de documents patronaux « confidentiels », échec d'un commando de cent cadres et employés, conduit par le PDG et repoussé avec vigueur. Le pare-brise de la voiture du PDG vole en éclats, mais un travailleur est sérieusement blessé dans la bagarre.

Bref, les travailleurs de MAVILOR n'ont pas hésité à employer l'ACTION DIRECTE, ce qui est bien dans la tradition de la classe ouvrière de cette région, berceau du syndicalisme révolutionnaire (il y a quelque temps, une milice patronale avait été sérieusement corrigée à l'usine J.B. Martin à St. Chamond-lzieux).

Compte tenu de la durée et du niveau de la lutte, les résultats sont maigres (50 F. par mois pour les salaires de moins de 4500 f., garantie d'emploi et de salaires dans le secteur menacé par les restructurations, vagues promesses sur la réduction d'horaires, suppression des dossiers individuels, ce qui n'engage en rien puisque c'est absolument incontrôlable). La direction a annulé également toutes les demandes de licenciement.

Mais c'est sous un autre angle qu'il faut apprécier les résultats de cette lutte. On ne se bat pas ainsi, pendant six se-

maines, pour quelques milliers d'anciens francs supplémentaires. La vraie victoire des travailleurs de MAVILOR est celle de la lutte solidaire, de la fraternité, du refus de courber l'échine devant l'autorité patronale. Et il est sûr qu'un autre rapport de force s'est établi dans l'usine face au patron et à ses larbins (le patron a d'ailleurs dû larguer un directeur particulièrement détesté !).

Quelle a été l'attitude des syndicats ? Pour la CGT et la CFDT, si les délégués de l'usine ont été combattifs, sur le plan départemental ces organisations n'ont pas su (ou n'ont pas voulu) développer efficacement la solidarité. FO, à son habitude, a gémi sur la concertation, l'accord d'entreprise et tout en ne faisant « jamais de politique », est allée pleurer dans le gilet du député réactionnaire Chazalon, pour faire respecter la « liberté du travail » !

Quant aux partis politiques de gauche, ils se sont illustrés dans un affrontement entre municipalités communistes et socialistes, se moquant bien de l'intérêt des travailleurs et ne pensant qu'à la cuisine des futures élections. Les travailleurs de MAVILOR ne se sont heureusement pas laissés démoraliser par ce triste spectacle.

Une autre grève, de 80 jours celle-là, vient de se terminer également, chez COCQUET, petite entreprise de Sorblers, toujours dans la région stéphanoise. Là aussi les résultats sont faibles. La leçon de ces luttes, comme celle de CGE-Alstom à Belfort, est que le patronat, avec l'appui du pouvoir, résiste de toutes ses forces, même s'il y perd beaucoup d'argent. C'est ainsi que MAVILOR aurait reçu l'aide financière du CNPF pour tenir le plus longtemps possible. Les luttes morcelées et isolées ne peuvent que s'enliser. C'est la grève générale qui pourrait faire reculer patrons et gouvernement, et établir un rapport de force plus favorable aux travailleurs.

Il ne faut pas compter sur les syndicats réformistes pour l'organiser. Seule une puissante confédération anarcho-syndicaliste aurait la capacité et la volonté de mener de telles luttes, avec la perspective d'une prise en main de l'économie par les travailleurs. Ce qui s'est passé chez MAVILOR pendant près de deux mois, donne aux anarchistes des raisons d'espérer quant aux possibilités d'une prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière.

SEBASTIEN

(gr. Nestor Makhno de St. Etienne)

P.C.) demande aux adhérents de porter plainte. Des tracts des J.C. accusent un militant de l'Organisation Communiste Internationaliste d'être la tête de file de ces individus prônant la libéralisation des drogues douces ! Il faut le faire, non ?

France-soir double aisément le peloton de tête en mettant aussi en cause l'O.C.I., « d'obédience anarchiste » ! Pôvres de nous... ils ont tout compris !

Pour finir en beauté, Marchais grimpe sur le podium de cette « fumerie » en concluant son explication de l'intervention soviétique en Afghanistan... par un chapitre sur la drogue !!

Bien que cette affaire et ces accusations clochemerlesques nous fassent sourire, il s'agit encore ici d'une volonté ministérielle - aidée en cela par l'attitude du P.C. - d'en arriver aux interdictions professionnelles, atout répressif majeur. Interdictions qui nous sont amenées à petits pas et qui, avant d'être approuvées et acceptées par les électeurs, passent à visage dissimulé par des campagnes calomnieuses, des enquêtes administratives et le fichage des travailleurs.

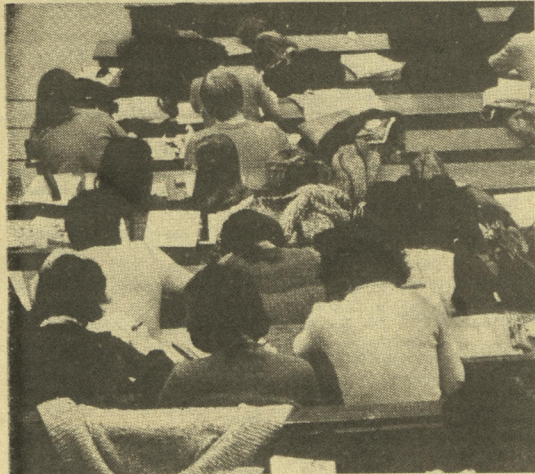
Thyde ROSELL
(groupe Louise Michel)

Sur l'école socialiste en Algérie

« La tâche la plus impérieuse qu'il faut réaliser d'après les critères de raison, de démocratie et d'efficacité, est la construction de l'Etat ».
Mostefa Lacheraf - Août 1962

Lorsque l'Algérie accède à l'indépendance, 10% de la population d'âge scolaire est effectivement scolarisée. 90% des enfants sont donc socialisés en dehors de l'école : en zone rurale, dans la famille élargie et le village ; en zone urbaine, dans la famille déjà réduite et la rue. L'Algérie étant encore fortement rurale et la scolarisation essentiellement urbaine, la socialisation des enfants est donc assurée massivement d'une manière traditionnelle par le groupe familial étendu. Conséquence de cet état de fait : 85% de la population est certes analphabète comme le soulignent les intellectuels modernistes, mais également la majorité du peuple algérien échappe de fait aux injonctions du pouvoir central. Le règne de la Loi passe par l'apprentissage de la lecture ! L'ensemble des nouveaux dirigeants s'accorde sur l'urgence de la construction de l'Etat, comme l'exprime bien Lacheraf, alors rédacteur-en-chef de *El Moudjahid*.

Pour construire l'Etat, l'école « libre et obligatoire » a déjà fait les preuves de ses compétences. Ce n'est donc pas un hasard si la scolarisation va devenir la priorité des priorités. Pour enseigner, il faut un véhicule linguistique ; le choix se portera, tout « naturellement », sur la langue nationale : l'arabe. Evidemment, ce choix ne va pas sans poser problème.



Tout d'abord, une partie non négligeable de la population est berbérophone. Or à cela ne tienne, le pouvoir algérien reprendra au sujet du berbère le vieux discours colonial : ce n'est pas une langue, tout juste un dialecte, le berbère n'est pas écrit, il est inadapté au monde moderne, etc. Le pouvoir révolutionnaire et socialiste reprend les insanités bien connues de toutes les dominations linguistiques : il y a là une logique du pouvoir et de la construction étatique.

Après 130 années de domination coloniale, l'arabe en Algérie ne possède pas les caractéristiques d'une langue nationale. Les différents dialectes locaux connaissent de grandes variations : ils sont plus ou moins « contaminés » par ses langues avec lesquelles ils ont coexisté : berbère, français, espagnol. Les élites considèrent ces parlers locaux et populaires avec mépris ; l'Algérie choisira comme langue nationale (sic) il y a une langue que personne ne parle à l'exception de quelques religieux et tentera ensuite de l'introduire par l'école (et la télévision) dans les pratiques linguistiques quotidiennes. Tâche à la limite de absurde, mais conforme aux préjugés des couches dirigeantes de l'Algérie.

Conséquence de cette situation, les élites algériennes, qui sont en grande partie formées à l'école occidentale, ne ont pas à même d'assurer l'enseignement en arabe. L'Algérie fera donc appel à la coopération des pays du Moyen-Orient. Or, ces pays sont loin d'être exotériques de cadres : les enseignants du Moyen-Orient ne possèdent pas la formation nécessaire. De plus, ils ne parlent même pas la langue du pays. Le résultat de cette politique d'ara-

bisation ne s'est pas fait attendre. L'enseignement en arabe souffre de graves lacunes que tout le monde reconnaît. De plus, le choix de l'arabe (ou plutôt de cet arabe) reproduit la coupure classique entre langue savante et langue populaire ; coupure dont les effets anti-démocratiques sont bien connus. Enfin, arabisation équivaut, en l'état actuel, à islamisation. L'enseignement traditionnel de cette langue s'est toujours fait à partir du Coran ; les pratiques persistent. De surcroît, l'enseignement coranique ne s'est jamais illustré par ses innovations pédagogiques ; il demeure très rétrograde. Toutes ces caractéristiques contribuent à faire de l'enseignement en arabe un enseignement très largement confessionnel aux méthodes archaïques et aux enseignants trop souvent incompétents.

Compte tenu de cette réalité, le pouvoir n'a pas pu arabiser l'enseignement algérien dans son ensemble. Il a aménagé provisoirement l'enseignement du français. Aujourd'hui, il existe deux filières dans l'école algérienne. Si l'école fondamentale (le primaire) est entièrement arabisée, à partir du lycée, il existe deux filières : une arabophone et une bilingue. En Faculté, nous trouvons une filière arabophone et une filière franco-phon. Dans les universités scientifiques,

travail arrive à saturation : l'Algérie a toujours besoin de cadres compétents pour son développement industriel ; par contre, l'Etat n'est plus demandeur de personnel à la formation bancale. Conséquence, depuis quelque temps, on assiste à l'Université à une remise en avant des principes de sélection pour améliorer la qualité des diplômés ; d'autre part, à la sortie de l'Université, les jeunes diplômés des disciplines non-scientifiques ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. Entendons-nous, la situation des diplômés de l'enseignement supérieur est loin d'être comparable à celle des universités européennes. Mais ce rétrécissement du marché du travail touche prioritairement, en toute logique, le bas de l'échelle des diplômés : les arabophones des disciplines peu spécialisées.

Ce n'est donc pas un hasard si depuis la mi-novembre, les étudiants arabophones des facultés de Droit et ceux de l'Institut des Sciences politiques sont en grève. Leur grogne et leur rogne ont mille raisons d'être. Le discours politique fonctionne presque exclusivement au nationalisme : redécouverte des valeurs nationales, priorité à l'arabisation, etc. Et dans les faits, les arabisants qui sont à l'avant-garde (qui pensent l'être) du nationalisme, sont les véritables laissés-pour-compte du système scolaire algérien. Décalage entre la réalité et le discours insupportable ! Les arabisants ont le sentiment d'être les dindons de la farce politique ; ils n'ont pas tort. Cependant, les causes de cette grève ne sont pas uniquement corporatistes ; l'aspect directement politique du mouvement est clair. D'une part, les tenants de l'islam pur et dur tentent de marquer des points et de profiter de la popularité de l'imam Khomeiny afin de faire progresser leur parti (le déclenchement de la grève suit de près la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran). D'autre part, à l'intérieur du FLN, certains ont mal digéré la victoire du colonel Chadli et ses mesures « libérales » ; la grève sert donc directement de soutien aux luttes de tendances à l'intérieur de la classe dirigeante algérienne.

Quoiqu'il en soit, les dernières déclarations des responsables à la suite de la réunion du Comité central du FLN, n'y changeront rien, l'école algérienne même entièrement arabisée (ce n'est pas pour demain !) restera une école divisée. En effet, le pari des élites dirigeantes algériennes est clair : industrialisation et construction étatique. Or, l'Etat comme l'Usine imposent une forte hiérarchisation. Auxiliaire zélé, l'école assure la répartition des personnes à leurs postes dans l'immense pyramide et en justifie l'existence par son idéologie propre (la réussite est liée aux dons individuels). Tant qu'il ne touche pas au salaire et à l'Etat, le « socialisme » ne saurait rien changer à l'affaire. Et tous les appels à la démocratisation de l'enseignement ne sont que des slogans creux destinés à tromper les gogos. Il n'y aura pas d'école démocratique dans une société fortement inégalitaire, celle-ci fut-elle socialiste ! On ne construit pas une école démocratique dans une société pyramidale.

La reproduction par l'Algérie socialiste du schéma de l'école capitaliste correspond à une nécessité bien définie. L'industrie n'est pensée que soutenue par une forte concentration économique et politique. Pas d'industrialisation, sans développement inégal (urbanisation et désertification des campagnes), pas d'industrialisation sans Etat centralisé (susceptible d'assurer la discipline au travail des immenses masses de salariés concentrés dans des espaces réduits). L'école universelle et obligatoire est un instrument docile aux mains des centralistes et du pouvoir. Il n'y a pas d'école démocratique possible ; il y aura des écoles démocratiques échappant au centralisme (c'est-à-dire au service de l'Etat) prises en charge par les usagers eux-mêmes et au service des particularismes locaux. On ne peut penser cette école que dans le cadre d'une société libertaire. Voilà la réalité la plus importante que peut nous enseigner l'école socialiste en Algérie.

ANJOU douceur fascisée

La lutte continue à Angers. Suite à l'expulsion de deux étudiants marocains et à la circulaire Bonnet, les étudiants des Facultés d'Angers sont en grève depuis le mercredi 10 janvier. Une campagne d'informations a été aussitôt entreprise par la diffusion massive de tracts, de communiqués dans les journaux locaux, par des manifestations ainsi que par la signature de pétitions. Alors que nous craignons que le mouvement s'affaiblisse vendredi 12, au soir d'une manifestation stérile, la lutte a repris de plus belle lundi matin !

Douze étudiants marocains ont entamé une grève de la faim et la présidence des Universités est toujours occupée. Mardi soir, le théâtre d'Angers fut occupé, après une représentation d'Anne-Marie Carrière, par environ 500 étudiants qui se firent expulser à coups de matras deux heures après par la police de notre cher maire « socialiste » Jean Monnier, (une brigade de gardes mobiles était venue également au cas où...). Résultat : une étudiante blessée à la tête fut emmenée d'urgence à l'hôpital.

Mercredi 16, une manifestation résolument pacifique, regroupant environ 1500 étudiants, se fit sérieusement tabasser par la police urbaine, alors que les gardes mobiles étaient encore là en renfort. Il n'y avait aucune raison pour cela (les flics ont prétendu que nous bloquions la sortie de la caserne des pompiers : ces derniers l'ont formellement démenti). Mais les flics piaffaient du désir de frapper, les salauds ! C'est d'ailleurs au moment de la dislocation que les étudiants se firent charger.

Bilan : plusieurs blessés légers, et le « préposé » à la sono, qui était bloqué dans la voiture, fut sérieusement atteint à la tête et envoyé d'urgence à l'hôpital. Les flics se sont vengés lâchement comme toujours, sur les manifestants les plus lents à fuir. De nombreux témoignages émanant de passants ou d'habitants du quartier, affirmant que la violente charge des flics avait eu lieu pendant la dispersion paisible des manifestants, furent enregistrés. Des journalistes prirent des photos compromettantes (on ne sait pas ce qu'il en advint). Les pompiers, dont la caserne se trouve sur la place où eut lieu cette dislocation, protégèrent des étudiants du matraquage des flics, et prirent même résolution leur défense sur le lieu même de l'action. Ils firent d'ailleurs passer un communiqué condamnant cette répression aussi brutale qu'inacceptable, dans le *Ouest-France* du lendemain. Tout ce qui bougeait fut frappé avec sauvagerie (une passante de 50 ans fut assaillie : elle porte plainte).

De nombreuses organisations syndicales et politiques (dont le PC et la CGT) apportèrent leur soutien à l'assemblée générale du mercredi soir, puis appelleront et participeront à la manifestation de masse prévue pour vendredi 18 à 17 heures. Les lycées d'Angers ont tous été contactés, et l'on attend le soutien des lycéens ainsi que celui des travailleurs contactés par leurs organisations syndicales.

La mobilisation s'annonce particulièrement importante et ce n'est pas le « comité » anti-grève créé par l'UNI et le GUD qui va empêcher les étudiants de continuer leur combat.

Alors que de plus en plus de gens sont sensibilisés, nous allons donc voir si le préfet (et avec lui le gouvernement) s'acharne à refuser de céder devant l'extraordinaire détermination et la mobilisation que cette lutte suscite. Pour l'instant, il continue à faire appel aux gardes mobiles et aux CRS venus de Nantes et d'Anenis, et à se répandre en calomnies dans les journaux locaux qui sont quelque peu désorientés à la circonstance : on n'a pas l'habitude de voir de telles choses en la bonne ville d'Angers ! Il est à noter que notre lutte est connue à présent au niveau national par les articles parus dans *Libé* et *Le Monde*.

Quand on est étudiant à Angers (comme ailleurs), il est difficile de ne pas se torturer de lire lorsque l'on apprend que VGE va publier bientôt le second volume de *Démocratie française*.

MATO-TOPE

F.A. d'Angers

L'anarcho-syndicalisme

Le syndicalisme n'est-il que réformiste ou peut-il être également révolutionnaire ? Cette question fait couler beaucoup d'encre et noircit bien des pages.

Il est certain qu'en regardant le syndicalisme français tel qu'il est actuellement, la question ne se pose plus. Pourtant j'aimerais éclaircir deux points essentiels du syndicalisme.

- L'action réformiste du syndicat annule-t-elle obligatoirement l'action révolutionnaire d'une confédération anarcho-syndicaliste ?

- L'action réformiste au sein de l'anarcho-syndicalisme est-elle obligatoirement néfaste au prolétariat ?

Proposer des revendications réformistes ou accepter le dialogue avec la direction lors d'une grève implique que l'esprit révolutionnaire des membres de cette confédération n'existe plus ?

Le refus total de quoi ce soit, est-ce un acte révolutionnaire ?

Je ne le crois pas. Car ne formuler que des actions révolutionnaires quand la population n'est pas prête à les assumer, quand les conditions politiques, sociales, économiques, n'y sont pas favorables, cela revient à prêcher dans le désert, à transformer une théorie révolutionnaire en une aberration, une utopie.

Par contre, participer à la vie syndicale, à la lutte dans l'entreprise par le biais d'une confédération anarcho-syndicaliste, permet de gagner la confiance des gens, de pouvoir répandre plus facilement et plus rapidement nos idées, nos finalités. Et au fur et à mesure développer autour de nous un esprit révolutionnaire, de provoquer les situations où nos théories ne soient plus une utopie aux yeux des gens, mais une réalité et une nécessité.

Pour certains libertaires, l'action réformiste est totalement néfaste pour le prolétariat. D'ailleurs, ils se sont trop attachés au côté péjoratif du mot « réformisme » pour bien comprendre ce qu'il signifie pour les travailleurs. Ces gens-là, grands théoriciens révolutionnaires, ne doivent pas se représenter ce que fut l'acquisition des quatre semaines de congés payés, les 40 heures de travail, etc.

Ces gens-là doivent également croire en l'inutilité de la lutte pour la réduction du temps de travail, l'allongement des congés payés, la sécurité de l'emploi, la sauvegarde du pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail, etc. Or ceci, nos camarades espagnols l'ont compris il y a bien longtemps et l'ont démontré lors de leur dernier congrès, en acceptant entre autre le dialogue et la cellule anarcho-syndicaliste cénétique dans l'entreprise. Pourtant, quand l'heure de l'action révolutionnaire est là, ils ont démontré qu'ils étaient capables de lutter et d'entreprendre réellement le communisme libertaire (communautés agricoles et autogestion de l'entreprise pendant la révolution 36-39).

La formation de la centrale anarcho-syndicaliste U.S.I. semble nous prouver que nos camarades italiens ont également saisi le problème, ainsi que nos camarades portugais.

Je désapprouve totalement le syndicalisme réformiste et j'accepte le syndicalisme révolutionnaire, même si celui-ci doit assumer des tâches réformistes.

Le mouvement anarchiste français a absolument besoin d'une centrale anarcho-syndicaliste qui puisse agir librement dans l'entreprise car les « conseils ouvriers » se sont révélés à la longue inefficaces et surtout trop facilement réprimés.

Nous avons besoin d'un syndicat anarchiste et en regardant du côté de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs), je crois que certains d'entre nous lutent déjà au sein de la CNTF.

MAX (sympathisant)

Pour un
nouveau local
souscrivez
massivement

Un numéro spécial
du Monde Libertaire
« L'URSS aujourd'hui »
est paru

8 pages. 4 F
En vente à Publico

Ça lutte dans les M.J.C. !

Les Maisons des Jeunes et de la Culture affiliées à la Fédération Française des M.J.C. sont actuellement le théâtre d'une lutte peu habituelle dans cette institution. Le directeur de la MJC de Quimper-centre, Avédik Olohadjian, a en effet été licencié au début du mois de décembre par son employeur : la Fédération Régionale des M.J.C. de Rennes-Nantes. Ce licenciement a été le point de départ d'une mobilisation imposante de tous les directeurs de la FFMJC pour la réintégration de leur collègue et camarade.

Ce n'est pas le premier cas de licenciement d'un directeur de MJC, mais jamais la riposte n'avait été aussi directe et à la mesure du coup porté par l'employeur au personnel de la « Fédé ». « Olo » est loin d'être méconnu dans la Fédération : directeur depuis 1967 (12 ans dans les MJC l.), il a notamment exercé en région parisienne, puis à Lyon, et tout le monde s'accorde à reconnaître en lui un amateur hors pair qui n'hésitait jamais à payer de lui-même quand la situation le nécessitait.

Les faits qui lui sont reprochés sont complexes (et nous ne pensons pas que le fond du débat soit là) : le Conseil d'administration de la MJC de Quimper (où il est en poste depuis 1975) l'a accusé dans le courant du mois de décembre de « laxisme gestionnaire » (en clair, la comptabilité n'aurait pas été tenue à jour). Or, en tout état de cause, on peut penser que le CA est également responsable de la gestion de son association ! Par un vote... ambigu (8 pour, 7 abstentions, 1 contre), le CA a demandé sa remise à disposition auprès de la FR-MJC Rennes-Nantes. Mais le plus grave s'est passé ensuite...

Olo était, au moment de ce vote, en arrêt-maladie et ce n'est qu'à son retour sur son lieu de travail, le 3 décembre, qu'il fut convoqué à se rendre auprès d'une commission d'enquête (non paritaire) dans sa MJC. N'ayant pas eu le temps de préparer une défense qu'on semblait lui interdire, Olo refusait de participer à cette réunion où le délégué régional (chef du personnel des directeurs pour la région) annonçait sa décision d'une mise à pied de six jours du directeur. Ce qui est inadmissible : la Convention collective de la FFMJC ne connaît en effet pas cette sanction ! De plus, une mise à pied ne peut théoriquement, au niveau juridique, excéder deux ou trois jours : au-delà, on peut considérer qu'elle est un moyen de pression pour obtenir la démission du salarié.

Pour continuer dans l'absurde, la Commission paritaire régionale qui se réunissait le 8 décembre avait vu le refus de permettre aux délégués du personnel de préparer la défense de leur camarade : un dossier de 50 pages leur avait en effet été fourni quelques heures seulement avant la réunion. Les délégués ont donc quitté la séance et le CA régional a voté le licenciement pour faute grave, sans préavis ni indemnités, d'Olohadjian.

Immédiatement, les directeurs de MJC ont réagi. D'abord dans la région où les directeurs ont séquestré pendant 27 heures le délégué régional et ont décidé d'occuper le siège de la Fédération régionale. Mais c'est très vite toute la France

qui s'est mobilisée : de très nombreuses assemblées générales du personnel se sont tenues depuis l'affaire et ont toutes montré la volonté de solidarité exprimée par l'ensemble des personnels de la Fédération. Cette mobilisation a débouché sur un mot d'ordre de grève déclenché par la CGT et la CFDT les 11 et 12 janvier et qui a été massivement suivi (de 90 à 100% suivant les régions). Dans certaines régions, la lutte a pris des formes plus « dures » : ainsi, à Lyon, les personnels ont occupé la Fédération régionale, et se sont servis en papier, timbres, photocopies pour les besoins de leur lutte.

La Fédération a bien senti le danger d'un isolement à quelques temps du congrès des MJC (qui se tiendra à la Pentecôte) et a donc accepté une réunion de conciliation au deuxième jour de la grève. Convoquée à l'Inspection du travail de Rennes, la négociation aura duré 13 heures (!) ; l'accord conclu prévoit la constitution d'une commission d'enquête régionale sur le cas d'Olo (et non nationale, comme le demandaient les directeurs toujours opposés, à juste titre, à la régionalisation imposée par Comité en 1969) et le maintien de son salaire jusqu'aux conclusions de la commission. Les directeurs, après cette difficile négociation, ont décidé de suspendre leur mouvement de grève mais de se déclarer « en état de lutte » (grève administrative, mobilisation dans les MJC...) : ils sont en effet conscients du danger que représente un licenciement « démocratiquement prononcé » et ont décidé de lutter jusqu'au bout pour la réintégration de leur camarade, au besoin en reprenant la grève et les occupations.

Par-delà la solidarité à un camarade qui a fait les frais d'un long processus de dénonciation de poste (la mairie de Quimper ayant rompu la convention avec la MJC juste après le licenciement) et de la pratique fondamentalement patronale d'un délégué régional, c'est toute la question de l'orientation de la FFMJC qui est maintenant mise en cause. Le prochain congrès des MJC (dont nous reparlerons sans doute prochainement) doit répondre à la question : de quelle Fédération les MJC ont-elles besoin aujourd'hui ?

Les travailleurs ont déjà répondu en impulsant la première mobilisation politique de l'institution (professionnels et militants) contre une Fédération que l'on semble vouloir imposer, contre la hiérarchisation de la Fédération française et des Fédérations régionales, pour une véritable organisation d'éducation populaire !...

L. (groupe « COMMUNE »)

COMMUNIQUE

Peu après son intervention militaire en Afghanistan, l'Union soviétique montre une ferme volonté d'accélérer le processus de répression engagé depuis de longues années contre les dissidents, en déportant le scientifique Sakharov.

À la veille des Jeux olympiques de Moscou, le régime soviétique dévoile une fois de plus le caractère impérialiste de sa politique internationale, en bafoyant ouvertement le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, et dans cette même période renforce une répression judiciaire et policière envers tous ses opposants intellectuels ou ouvriers.

Notre solidarité envers les travailleurs russes et afghans n'en-

tend pas que nous soutenions un boycott des Jeux olympiques, orchestré par des Etats dont la politique interventionniste diverge de celle de l'URSS. Un véritable boycott passe par la condamnation par tous les travailleurs, non seulement de la politique répressive menée sur un plan interne ou externe par l'Union soviétique, mais également des fondements mêmes de ce régime totalitaire.

La Fédération Anarchiste, solidaire de toutes les populations victimes de la répression, appelle au boycott international des Jeux olympiques pour dénoncer les politiques impérialistes des capitalismes d'Etat et privés.

Fédération Anarchiste

OBJECTION COLLECTIVE OP 20

Au cours d'un précédent article (M.L. 330), nous avons effectué un historique de l'OP20, et évoqué le début de répression qui touchait les objecteurs demandant collectivement leur statut. Le refus de la Commission juridictionnelle a conduit près de 150 personnes à se trouver en état d'insoumission.

Aujourd'hui, neuf d'entre eux sont emprisonnés, et la mobilisation de leurs camarades, qui a pris pour la circonstance des formes spectaculaires (occupation de l'ambassade de Belgique, eau polluée par le virus OP20, pendus de la Tour Eiffel), doit se poursuivre par une marche vers les Pays-Bas.

Nous avons demandé à un des membres de l'OP20, de réaliser sous forme d'entretien, un bilan de l'actualité de cette lutte anti-militariste.

pains actuellement en prison, qui attendent la décision du Conseil.

Qui sont les emprisonnés et quelles sont les conditions de leur arrestation ?

Yves Dauphin : mat. 6902633/307 ; Marc Gauthier : mat. 6902633/3131 ; Jean-Marc Nabineau : mat. 6902663/303 ; André Divianni : mat. 691833/438, ces quatre jeunes gens sont à la prison de Fresnes (ave de la Division Leclerc, Paris) ;

Eric Langevin : mat. 8796 PB à la prison des Baumettes ;

Alain Boizon et Patrick Van Nieuwenhuyse, aux arrêts de rigueur à Lyon ; René Fernandez aux arrêts de rigueur à Pili ;

Jean-Michel Depitre aux arrêts de rigueur à Périgueux ; Didier Riadeau, aux arrêts de rigueur depuis le 11 janvier en Bretagne.

depuis deux mois, au lieu de refuser après la première lettre, elle demande une lettre de motivation supplémentaire et individuelle. Elle n'a pas encore statué sur la deuxième lettre qui a été évidemment faite d'une manière collective pendant la dernière A.G.

Que comptent faire les OP20 suite aux actions Tour Eiffel et ambassade de Belgique, continuer ce genre d'action spectaculaire ou en envisager d'autres ?

La reprise de ce genre d'action spectaculaire sera fonction des péripéties et de la réussite de la marche sur la Hollande. L'idée principale de cette marche est d'aller demander l'asile politique à la Hollande. Cinq départements vont être traversés : le Val d'Oise, l'Oise, l'Aisne, la Marne et les Ardennes. Quatorze villes-étapes sont prévues. Pour toutes ces villes, des contacts ont été avec les municipalités (presque toutes d'Union de la gauche), les groupes et organisations locaux ; ce qui devrait permettre une prise en charge par l'hébergement et une large publicité de la marche avant l'arrivée de celle-ci. Il est même prévu de se faire accompagner par la municipalité (maire avec écharpe tricolore) pour certaines villes. Il ne faut pas oublier que plusieurs insoumis font partie du groupe des marcheurs, donc le soutien doit être très important afin d'éviter les arrestations.

Quelle est l'attitude des futurs OP20 face à la répression ?

Malgré la répression et la certitude que leur demande va être rejetée, il y a une quinzaine de nouvelles demandes tous les deux mois, ce qui porte le nombre d'OP20 actuel à 350 (demandes rejetées par la C.J.).

Quel soutien peut-on vous apporter ?

Il existe une action de soutien et de popularisation de l'OP20 qui consiste à transgresser l'article L128 du Code du service national (Opération Transgression 128). Il s'agit, en hébergeant ou en faisant savoir que vous avez hébergé un objecteur en situation d'insoumission, de partager les risques et les responsabilités que cela implique, (la loi punissant le recel d'insoumis, d'un emprisonnement de 1 à 3 ans, et d'une amende de 200 à 100000 F.). On peut obtenir des renseignements concernant cette opération, en écrivant à OP20 - Opération Collective - BP 196 - 75121 Paris Cédex 03.

Si nous soutenons et appelons à soutenir les membres de l'OP20 face à la répression qui les touche, ce soutien a ses limites, qui sont celles de l'antimilitarisme. Etant anarchistes, nous comprenons l'antimilitarisme comme la négation du patriotisme et de l'autorité étatique. Que signifie, par exemple, l'acceptation dans la marche, de maires cents de leur écharpe tricolore, et à quel renoncement cela peut-il amener nos camarades objecteurs ? Nous espérons que la recherche d'un soutien large (PS, PSU) ne se conclura pas par l'acceptation de compromis inacceptables.

Souvenez-vous, camarades, de ce que disait M. Herou : « Il ne faut pas qu'un insoumis prétende être socialiste, ce n'est pas vrai, c'est inconciliable ; si le socialisme était attaqué demain et qu'il y ait des insoumis, ces garçons seraient, moi, je les assimilerais au capitalisme. Par contre, qu'on refuse de porter les armes, qu'on dise : je ne veux pas être soldat, ma philosophie, ma religion, etc... c'est tout à fait normal, c'est sacré, il faut protéger le statut, mais pourquoi voulez-vous que demain, si la gauche est au pouvoir, vous ayez besoin d'être insoumis ?... Ce n'est pas le capitalisme qui sera au pouvoir... »

Les paroles de ce personnage, de par sa position et ses fonctions au parti socialiste, dépassaient sa propre personne, et engageaient de ce fait le parti dans son ensemble.

Quant à nous, nous nous référons toujours à la résolution du Congrès d'Amiens de la CGT en 1906 : « Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat, dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations, ou coloniale, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée, au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. C'est pourquoi le XV Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et anti-patriotique, qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arriérés de toutes les classes et de toutes les écoles politiques ».

Propos recueillis et commentés par le groupe Sacco-Vanzetti



Qu'est-ce que l'OP20 ?

L'OP20 est une démarche collective, qui regroupe actuellement 350 personnes et qui vise à l'obtention du statut d'objecteur de conscience pour toutes les personnes qui en font la demande. Le principe est simple, il suffit de recopier une lettre-type et de l'envoyer au ministre de la Défense après l'avoir signée. L'OP20 nie le devoir d'être « intellectuel » pour accéder au statut, et lutte contre l'arbitraire de la Commission juridictionnelle (C.J.), qui, dès sa création, va refuser à certains, ce qu'elle accorde à d'autres. De plus, cette démarche collective rompt l'isolement des futurs objecteurs, tout en remettant en question le rôle de la C.J. qui dispose du pouvoir de juger des convictions personnelles.

Peux-tu nous rappeler les faits concernant l'OP20, son existence... ?

En 1971, une vingtaine de futurs objecteurs (d'où le nom d'opération vingt ; OP20) décident d'envoyer des lettres de demande de statut idéologiques, rédigées en termes très simples.

Ils sont bientôt rejoints par une centaine d'autres. Ils leur faudra deux ans de lutte pour obtenir le statut, la C.J. voyant ses décisions cassées deux fois par le Conseil d'Etat, et les objecteurs accomplissant au total plus de deux cents jours de prison.

A partir d'avril 1974 la procédure OP20 fonctionne presque sans à-coups, permettant à tout demandeur l'obtention du statut, plusieurs centaines d'objecteurs obtiennent ainsi leur statut. Mais le pouvoir ne tolère l'objection de conscience que si elle reste minoritaire. L'OP20 tendait à sortir l'objection de conscience de la marginalité ; obtenir le statut ne devenait plus qu'une simple formalité. Cela, la C.J. ne pouvait l'accepter. Depuis novembre 1978, tous les statuts demandés collectivement sont de nouveau refusés (plus de 200). Aujourd'hui, plus de 150 jeunes gens se trouvent en situation d'insoumission et risquent de se voir infliger 2 ans de prison ferme (peine généralement prononcée par les TPAF contre les insoumis). Les OP20 refusés ont tenté un recours en Conseil d'Etat (non suspensif), le 13-07-79, celui-ci a cassé la décision de la C.J. pour une personne. Le 21-12-79, dix autres OP20 ont été dans ce cas, le Conseil d'Etat reprenant les mêmes motifs d'annulation. Cependant, il y a neuf co-

pour les incarcérés à Fresnes, les seules visites autorisées sont celles des parents. Pour les insoumis en cavale, ils sont soit convoqués à la gendarmerie, convocation à laquelle ils ne répondent évidemment pas, d'autres ont la désagréable surprise de voir descendre les flics chez eux, ce qui a écourté la nuit de l'un d'entre eux qui s'est enfui par la fenêtre. Didier Riadeau a eu, quant à lui, moins de chance. Il s'est fait pincer alors qu'il s'apprêtait à pointer au chômage. Il paraît donc évident que les autorités militaires recherchent activement les insoumis OP20.

Face à cette répression, un certain nombre d'actions ont été menées, dont les plus récentes ont défrayé la chronique. Peux-tu nous parler de ces actions ?

En ce qui concerne les actions, leur organisation, les prises de décision, c'est lors des assemblées générales que les OP20 présents se prononcent sur le principe des actions et en fixent les principales lignes (durée, type : occupation, manif, etc.) et leur organisation est assurée par un petit groupe. Une circulaire est envoyée à chaque OP20, environ toutes les trois semaines. En cas d'urgence (incarcération), tout un réseau téléphonique a été mis en place et un seul numéro est connu.

Peux-tu effectuer un bilan de ces actions ?

Le but principal de ces actions a été une popularisation de la lutte OP20 et aussi de montrer aux autorités militaires notre détermination. L'impact qu'on a eu dans la presse suite aux dernières actions, est, je crois, la preuve d'une réussite.

Face au durcissement des autorités militaires, il a fallu durcir nos positions et nos actions. Il ne faut pas oublier les dix OP20 incarcérés. Pour pallier cette situation, nous avons été amenés à intervenir de manière spectaculaire afin d'exiger la libération de nos camarades et l'arrêt de toutes les poursuites. Rappelons que Jean-Luc Fraizy a été libéré à la suite de l'occupation de l'ambassade de Belgique, car la chambre de contrôle de l'instruction a jugé que « la détention de Fraizy n'apparaît pas nécessaire à la manifestation de la vérité, ni au maintien de l'ordre public ».

La Commission juridictionnelle a-t-elle modifié son attitude depuis les actions menées ?

La C.J. a modifié son comportement

informations internationales

GRÈCE

Philippe et Sofia Kyritsis

Nos camarades anarchistes grecs nous ont transmis le communiqué que nous reproduisons ci-dessous, en nous demandant de nous y associer et de le publier dans notre presse. C'est ce que nous faisons ici :

En Grèce, l'Etat, le gouvernement, le ministère de la Justice et la direction de la prison de Corylados sont en train de perpétrer l'assassinat des militants anarchistes Philippe et Sofia Kyritsis qui, depuis cinquante jours, font la grève de la faim.

Philippe et Sofia ont été condamnés respectivement à neuf ans et à cinq ans de prison pour avoir été trouvés en possession de cocktails Molotov. Il est probable que ces engins aient été déposés à leur domicile par des provocateurs au service de la police. Il s'agissait de trouver un prétexte pour appliquer les lois internationales contre le terrorisme dans le but de détruire l'organisation anarchiste du pays.

Philippe et Sofia Kyritsis en sont au cinquantième jour d'une grève de la faim qu'ils ont entreprise pour faire éclater leur innocence. Devant la gravité de l'état de santé de Philippe, le docteur de la prison veut le faire transporter dans un asile psychiatrique pour lui faire subir un électrochoc. Ce traitement risque de provoquer des incidents irréparables sur un corps affaibli. Il est imposé au mépris de tous les droits garantis par la loi. Sofia qui, elle aussi, est incarcérée, subit également un traitement médical qui risque de l'amener au suicide.

Nous faisons appel à tous les hommes libres afin qu'ils s'opposent à ce que l'Etat fasciste grec se débarrasse des prisonniers anarchistes en employant des méthodes médicales appropriées. Il ne faut pas permettre que le silence se fasse autour de ces pratiques monstrueuses qui ont pour but de détruire l'organisation anarchiste. Tous ceux qui acceptent que de telles méthodes soient employées contre des militants ouvriers sont complices des bourreaux pour lesquels les traitements psychiatriques sont devenus une arme effroyable pour se débarrasser des opposants.

Il faut exiger la libération immédiate de Philippe et de Sofia Kyritsis, et il faut faire vite car dans les pattes de leurs tortionnaires leur vie et leur raison sont en danger.

*Les groupes anarchistes grecs
La Fédération Anarchiste Française*

Aux dernières nouvelles, Philippe Kyritsis aurait recommencé à s'alimenter légèrement après avoir obtenu l'assurance qu'il aurait droit de voir sa compagne trois fois par mois et qu'il serait transféré dans une prison d'Athènes et non dans une île grecque lorsque son état de santé se sera amélioré. D'autre part, dans une lettre confirmant ces informations, le groupe anarcho-syndicaliste d'Athènes nous signale que d'autres camarades anarchistes continuent d'être victimes de la répression. Parmi eux, Vassiliades a été condamné à 2 ans et demi de prison, Miras à 5 ans et Tapoukis à 3 ans.

Nous poursuivrons la publication des nouvelles de Grèce au fur et à mesure que les informations nous parviendront de ce pays, « berceau de la démocratie ».

U.R.S.S.

LE RECORD OLYMPIQUE DE LA REPRESSION — En avril prochain, Amnesty International publiera un nouveau rapport sur l'emprisonnement politique en URSS. En attendant, cette organisation humanitaire nous signale, à travers un communiqué qu'elle nous a fait parvenir, qu'une nouvelle vague de répression s'est abattue sur l'ensemble du pays. Elle vise particulièrement des membres de groupes syndicaux indépendants, de sectes religieuses diverses, des candidats à l'émigration, des défenseurs de minorités nationales et des opposants de conscience.

Tatyana Velikanova, Viktor Nekipelov, Gleb Yakunin et Lev Regelson ont été arrêtés à Moscou. En Ukraine, ce sont Vasyly Stultsyv, Petro Rozumny, Yaroslav Lesiv, Vitaly Kalynchenko et Mykola Horbal qui ont été emprisonnés. Yuri Lutvin, Petro Sichko, Vasyly Sichko et Oles Berdnyk, tous quatre ukrainiens, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement et d'exil intérieur allant de 3 à 9 ans. En Lituanie, les arrêtés s'appellent Antanas Terleckas et Julius Sasnauskas. Puis, un peu partout et pour des motifs divers : Nikolai Nikitin, Igor Korchnoi, Reshat Dzhemiev, Valery Abramkin et Viktor Sorokin, plusieurs militants pour les droits de l'homme ont été particulièrement « gâtés » : Yuri Badzyo a été condamné à 7 ans d'em-

prisonnement et 5 d'exil intérieur, ce qui lui vaut de grimper sur la première marche du podium de la répression, suivi par Ivan Kiriljuk (12 ans de prison) et Vyacheslav Zayats (10 ans). Derrière, Viktor Lytovchenko et Viktor Draga, condamnés respectivement à 7 et 3 ans de prison, ont promis de faire mieux la prochaine fois.

autriche

VIENNE — Depuis plusieurs années existe à Vienne un groupe de socialistes indépendants et anti-dogmatiques qui avaient organisé une manifestation contre la venue de Nixon en Autriche, des occupations d'immeubles, etc. Ils se proposent de créer un « musée anti-guerrier » avec expositions, bibliothèque, cinémathèque. Et cela en dehors de toutes considérations nationales, politiques ou confessionnelles. Le comité d'initiative prendra contact avec les organisations et personnes intéressées des Etats du Bénélux, de France, de Grande-Bretagne, par l'intermédiaire des comités existant déjà en République fédérale allemande et au Luxembourg. Il n'existe que trop de musées de l'armée, de musées des gloires militaires : un peu d'antimilitarisme apporterait une bouffée d'air pur !

r.d.a.

LA BONNE ENERGIE NUCLEAIRE — Comme la guerre, comme l'armée, l'énergie nucléaire est bénéfique et progressiste à l'est du rideau de fer. En RDA comme en URSS, la propagande officielle insiste sur l'utilité et la nécessité des centrales nucléaires. Le journal *Junge Welt*, organe de la FDJ (Jeunes communistes de la RDA) a publié (30 août 79) un article qui développe longuement le point de vue exprimé par son début : « La seule voie pour résoudre le problème de l'énergie est le rapide développement de l'énergie nucléaire sur une grande échelle. La large utilisation dans les divers domaines de l'énergie atomique est une politique économique à longue vue ».



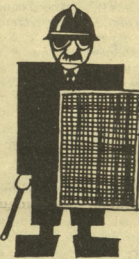
Et pendant ce temps, tous les partis communistes - orthodoxes ou non - mènent campagne en RFA contre les centrales nucléaires et les dépôts de déchets radioactifs. Le DKP et KBW s'infiltrent dans le mouvement écologique des « Verts », afin de le « radicaliser » et rendre plus efficace l'agitation anti-nucléaire. Le KPD-ML, parti jadis maoïste, mais qui depuis le changement survenu en Chine, voit dans l'Albanie le modèle parfait du marxisme-léninisme, condamne lui aussi dans son journal *Roter Morgen* l'énergie nucléaire bourgeoise et impérialiste. Le KPD, maoïste et pro-chinois, combat lui aussi les centrales nucléaires en RFA ; mais son journal *Rote Fahne*, par la plume d'un membre éminent du KPD, le professeur Jens Scheer de l'université de Brême, établit un distinguo subtil entre la « bonne » et la « mauvaise » pollution nucléaire : « Notre attitude n'est pas une condamnation de principe de l'énergie nucléaire. C'est ainsi qu'il faut approuver les essais de bombe atomique de la République populaire de Chine, qui produisent certainement de la radioactivité, mais ils sont indispensables pour garantir le pouvoir socialiste et pour la sécurité des mouvements révolutionnaires de libération dans le monde ».

Allemagne

PREPARATIFS ELECTORAUX — Les 12 et 13 janvier s'est tenu un congrès du mouvement écologiste. Il s'agissait de fonder un parti qui se présenterait aux élections du Bundestag. Ce sera le parti des « Verts », mais il semble difficile d'établir une ligne politique commune entre des éléments modérés, des éléments plus « radicalisés » et tous ceux qui, venus des groupuscules communistes, n'ont qu'un but : noyauter le mouvement écologiste. Le congrès a nommé un organisme de 17 membres, dont l'ex-député CDU Gruhl et le dissident de l'Allemagne de l'est Bahro, défenseurs d'un communisme à visage humain. Un point débattu : peut-on être membre du parti des « Verts », tout en restant membre d'un autre parti « politique » ? Il se pourrait que le parti des « Verts », à peine fondé, se divise en deux partis, un modéré et un gauchiste. Cette agitation dans le parti libéral FDP qui pourrait bien tomber au-dessous des 5%, en raison de la concurrence « verte ». Le FDP accueille donc avec faveur le manifeste de 700 savants, intellectuels et politiques qui, au nom de la démocratie, veulent faire abolir cette clause des 5% qui aboutit à l'élimination bru-

tales des minorités. Une clause qui est bien commode pour se débarrasser des contestataires et autres gêneurs ! Les 5 et 6 janvier, le FDP a tenu son congrès traditionnel. Pour se gagner les sympathies d'une partie de l'électorat, le FDP - par la voix de Genscher -, est parti en guerre contre l'église catholique à la suite de l'interdiction faite au professeur Küng, de théologie catholique, d'enseigner. On sait que Küng mettait en doute l'infaillibilité du pape. Le FDP s'élève contre cette atteinte à la liberté de l'enseignement ; l'église catholique n'a qu'à créer et financer ses propres universités catholiques. Cette prise de position contre l'autoritarisme du Vatican fera-t-elle gagner des voix au FDP ?

AU PAYS DE M. STRAUSS — Les cadres spéciaux (SER) de la police bavaroise profitent des lois anti-terroristes pour tuer avec impunité. On tire d'abord, et on se justifiera ensuite ! Quatre morts déjà au tableau de chasse : Gendrian, chauffeur de taxi, suspecté d'avoir aidé des terroristes (ce qui, depuis, a été prouvé faux), tué à la porte de son appartement à Munich (il n'avait aucune arme sur lui). En mai, à Nürnberg, Elisabeth Van Dyck, abattue dans



le couloir de son appartement. Un jeune homme, après un hold-up dans une banque, est abattu par la police, par mesure préventive - si on peut dire ! - Un peu avant Noël, un Russe exilé, Waschenko, malade psychiatrique, se barricade dans sa maison, refusant d'être à nouveau interné dans un « asile » dont il avait déjà connu les douceurs. Il est abattu par la police : le malheureux étant armé d'une vulgaire hache ! Quand on donne pleins pouvoirs à des tueurs diplômés, il faut s'attendre au pire. On l'a vu à Paris (le cas Mesrine), on l'a vu en Corse. Rien d'étonnant à ce qui se passe avec la bénédiction de M. Strauss.

BERLIN-OUEST — Après les policiers de Tito qui opèrent en toute tranquillité en Allemagne fédérale contre les « terroristes » croates, voilà l'organisation fasciste turque MHP qui assassine à Berlin. Un professeur turc réfugié à Berlin, a été abattu alors qu'il distribuait des tracts contre le régime militaire qui veut s'implanter en Turquie. Le MHP devient de plus en plus provocant et des manifestations ont déjà eu lieu contre la présence de cette organisation fasciste.

OCCUPATION DE LOCAUX VIDES — Toujours le même scandale de locaux vides, alors que les logements sont insuffisants. Göttingen est une ville universitaire qui, au début du semestre d'hiver, manquait de 3000 logements. Or, la vieille clinique ophtalmologique était depuis trois ans inoccupée (transférée ailleurs), et pouvait abriter 500 personnes. La municipalité avait demandé à l'Université l'usage de ces locaux vides. Devant l'inertie de l'Université, les étudiants ont décidé le 18 octobre de s'installer dans la vieille clinique, soutenus par la population. Ils se sont organisés et ont même pris l'initiative de concerts, de séances de cinéma, de théâtre. Environ 120 personnes ont pu se loger, mais les intéressés se plaignent de l'indifférence du milieu environnant : aux encouragements et au soutien du début à fait place le manque d'intérêt. Et pourtant, l'action entreprise est au service de la collectivité !

UN JUGE RESPECTABLE ! — On pourrait penser que le tribunal international

de la Haye est composé de « sages » au-dessus de tout soupçon. Il faut déchanter : parmi ces juges intègres figure le professeur Hermann Mosler, directeur de l'Institut Max-Planck de droit public international de Heidelberg. Mosler est l'auteur d'une thèse soutenue en 1937 et traitant du droit d'intervention (titre de la thèse : « L'intervention dans le droit international »). Il justifie à propos de la guerre d'Espagne l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie (en condamnant les interventions favorables aux républicains espagnols). Mosler justifie aussi les interventions italiennes en Somalie, Lybie et Abyssinie. Toute cette thèse est inspirée par l'idéologie raciste et impérialiste du troisième Reich. On dira qu'en quarante ans Mosler est revenu de ses erreurs de jeunesse. Possible ! mais la présence d'un tel juge au tribunal de La Haye n'est pas faite pour qu'on prenne au sérieux cette « haute » juridiction.

PETER-PAUL ZAHL — Peter-Paul Zahl, 35 ans, poète et écrivain ouest-allemand, devrait recevoir samedi 26 janvier le Prix de la Ville de Brême pour « l'ensemble de son œuvre ». Mais Zahl n'ira pas à Brême. Comme tous les jours depuis sept ans, il restera incarcéré en Rhénanie-Westphalie où il purge une peine de quinze années pour « double tentative de meurtre ».

Au début des années 70, à Berlin, Zahl, poète déjà, et surtout imprimeur et éditeur « rouge », était devenu une cible de prédilection pour des opérations policières de grande envergure : nous sommes alors à l'apogée de l'hystérie Baader-Meinhof. Ruiné financièrement, épuisé, il quitte Berlin et vit en RFA sous un faux nom. Lors d'un contrôle d'identité en décembre 72 à Dusseldorf, il est pris de panique et s'enfuit. Il est armé, les coups partent des deux côtés. Un policier est atteint, Zahl aussi. Il se rend, sans vider son arme.

Si un premier tribunal reconnaît l'absence de préméditation et concède « un état d'effolement », un second verdict qui s'appuie sur les « idées politiques » de l'accusé et « sa haine de notre Etat », prétend statuer un exemple. La peine infligée augmente de 400%, elle passe de 4 ans à 15 ans de réclusion, sans que de nouveaux faits ne soient intervenus.

En prison, Zahl est soumis à l'ordinaire pour les prisonniers politiques : isolement total ou partiel, contrôle de toutes les sources d'information, surveillance par les SA, loi de la mise au secret (qui



interdit le contact avec les avocats) lorsqu'elle est en vigueur. Zahl lutte pour son identité politique et humaine. Il écrit, des poèmes peuvent être édités en 74 et 76. Une voix sort de l'« aile de la mort », elle dit la torture lente de l'isolement, les grèves de la faim, la résistance à l'annihilation, les camarades qui disparaissent.

Si le cas de Zahl devait être exemplaire, il l'est devenu : il nous montre de l'intérieur comment on vit et meurt dans des forteresses de béton du nom d'Ossendorf, Stammheim, Staedheim. Et peu à peu, cette voix se fait entendre. La presse, d'abord très réticente, doit se faire l'écho du scandale judiciaire. Des comités de soutien à Zahl se forment, particulièrement à Francfort autour d'Erich Fried, Rudi Dutschke. Lors de la remise du prix littéraire à Brême, les amis de Zahl ont tenu une conférence de presse pour annoncer qu'une demande de révision du jugement vient d'être déposée. Ils font appel à l'opinion internationale et précisent qu'à travers une destinée individuelle, ils dénoncent le traitement juridique et pénitentiaire réservé aux prisonniers politiques en RFA, au cours des dix dernières années.

Une traduction française des poèmes de Zahl paraîtra fin mars, sous le titre *L'avocat de la terre et autres signes de la vie*, aux éditions Seghers. L'effort, collection Change.

Chanteurs et musiciens de villages en Normandie

C'est le titre d'un disque produit par « LE SOLERIT », association pour l'expression populaire en Normandie. Elle collecte des chansons, des musiques, des contes paysans et ouvriers. Ce collectif s'intéresse à tout ce qui constitue l'expression populaire. Mais laissons-leur le soin de présenter ce disque eux-mêmes.

« Dans notre région, les musiciens étaient nombreux : accordéonneux, violonneux... (mais pas folklores !). Presque tous les habitants chantaient et dansaient. Aujourd'hui, malgré la télévision et le radio, la mémoire populaire est restée très vivante comme en témoigne ce disque. Elle nous permet de redécouvrir les plaisirs de danser, chanter et d'agir ensemble.

Ce disque qui aborde les préoccupations actuelles (femmes, armée, etc.) est un moyen :

- d'affirmer une identité locale méprisée et réprimée,
- de remettre en cause le vedettariat et le professionnalisme dans la musique et la chanson,
- d'inciter les gens à exprimer eux-mêmes leurs problèmes et leurs joies d'aujourd'hui.

Ce disque est réalisé sans aucun but commercial. Les bénéfices éventuels seront utilisés à des réalisations visant les mêmes buts.

Les enregistrements ont été effectués chez les habitants avec des moyens rudimentaires devant le café, la goutte, ce qui explique (sans être mauvaise langue !) certaines anomalies techniques...

Nostalgie du passé ? Non, tout était loin d'y être rose ! Mais nous n'avons pas non plus l'intention de mettre cette expression dans les oubliettes des musées... Pour tout contact avec ce collectif :

Eure : J.M. Basset 1 rue Georges-André, 27600 Courcelles-sur-Seine.

Seine-Maritime : F. Dupuis 1 rue du Bailliage, 76490 Caudebec-en-Caux.

Manche : Laura Touvet, la Lande, 50590 Montmartin-sur-Mer.

BRUNO (Gr. Evreux)

THIEFAINE révolte ludique



Inconnu du grand public et des critiques de salon, Hubert Félix Thieffaine écrit, compose, chante, en s'amusant, sans se prendre au sérieux : « Oh ! papa ! Tes militants réclament leur dose / T'as qu'à leur montrer ta biroute ».

Son humour noir, tendre, féroc, parfois amer, reste une bombe explosive, jetée sur le corps sinistre de la comédie humaine. Il provoque dans le désordre de ses mots, au bout de sa musique électrique, en parlant de l'avenir radieux que nous préparent les Etats : « A l'ombre de vos centrales je crache mon cancer / je cherche un nouveau nom pour ma métamorphose / je sais que mes enfants s'appelleront vers-terre / moi je vous dis bravo et vive la mort ».

Un ton original, une voix de troubadour, des allures de déviant : « J'ai fait la queue pour être solidaire / de Bastille à Nation par devant par derrière / j'ai fait la queue avec la France entière - avec le samedi soir le touche-touche hebdomadaire / j'en ai ma claque de faire la queue ».

Thieffaine est un révolté : « Oh ! papa, y'a du sang chez les Meinhof / mais fais gaffe à la dernière goutte / on est des milliers dans nos boxes / à te préparer la déroute ». Un peu désespéré : « Je sais que désormais vivre est un calembour / la mort est devenue un état permanent / le monde est aux fantômes, aux hyènes et aux vautours ».

Mais il sait que malgré le peu d'espoir de libération, nous ne pouvons renoncer à vivre libre, et qu'il importe de ne jamais ramper devant les fabricants de destruction. L'insoumission doit être une fête. Ludique. Sans illusion : « Demain nous reviendrons avec des revolvers au bout de nos yeux morts ».

Arthur PELUCRE

Nouveautés en vente à Publico

Notre librairie sera ouverte à partir du 1^{er} mars, du mardi au samedi, de 10 à 19 heures. Pour la province, les commandes sont faites le jour même - sauf si notre stock n'est pas fourni. Pensez aux frais de port. Nous vous en remercions. CCP 11 289 15 M Paris.

Benoît Broutchoux (Phil et Callens)..... 48,00
Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas (S. Livrozet)..... 43,00
May la réfractaire (May Picquerey)..... 52,00



Les nouveaux patrons... 48,00
Tome 7 - Oeuvres complètes (M. Bakounine)..... 120,00
L'antimilitarisme à la fin du 19^e Siècle en France (C. Charron)..... 120,00
Articles politiques (E. Malatesta)..... 22,50
Pour l'anarchisme (N. Walter)..... 7,00
Jossot (Le Vent du Chemin)... 45,00

Disques
Serge Utgé-Royo (Vol. 1, Vol 2) chaque... 35,00
Gaston Couté (La chanson d'un gas qu'a mal tourné)..... 45,00

En écoutant des photos

Jean Sonet (chanteur, auteur, compositeur) vous passera de la musique et chantera pendant que son père Christian Valz (photographe) vous projettera une expo-photo (reportage audio-visuel sur le 13^e arr.). Ça s'appelle *l'écoute concert du regard photo*. Ça passe le 2 février à partir de 18 heures au 185 rue du Château des Rentiers, entrée des Deux Moulins (métro Pl. d'Italie, Bus 27-83-132), et ça c'est chouette !

BRUNO

Jean-Claude Asselin et Jean-Yves Lacombe : du jazz free-sant le délire !

Contrebasse et guitare-mandoline : 12 cordes qui free-jazzent si intensément que les horlogers suisses préfèrent se recycler chez Suchard que de reconnaître que les chronos ont réellement enregistré près de trois heures de musique.

Leur spectacle est un sport complet : des textes fous à la Bobby Lapointe à d'autres plus... sentimentalo-humoristiques interprétés musicalement par à peu près vingt doigts jonglant avec le bee-bop, le free-folk, Duke Ellington et le folklore free-nord africain, avec des enchaînements et des rétablissements que même les gymnastes soviétiques auront du mal à réaliser cet été à Moscou.

Du côté public, c'est le même délire. Attendri et écroulé de rire, ou encore tapané du pied puis de la tête... sur les murs ; mais toujours hypnotisé soit par les quatre mains de nos deux compères, soit par leur jeu de scène ou plutôt leur théâtre de scène qui tient plus de Woody Allen que des Noces du Figaro.

Bref, deux excellents musiciens qui free-jazzent du côté de la capitale entre deux tournées sur le Plateau Beaubourg, en impressionnant les café-théâtres en mal de nouveautés.

CLAUDE G. (Tours)

Théâtre permanent de marionnettes pour adultes

Oratorio pour une vie

Oratorio pour une vie, poème scénique de Gabriel Cousin, met en scène l'HOMME et la FEMME et évoque leurs difficultés d'être. D'être et de ne pas être la complétude l'un de l'autre.

Il débute par une évocation de la genèse, de la vie aux premiers âges, la naissance de l'homme et de la femme et leur découverte mutuelle. Puis c'est leur long cri, leur quête sans fin ni trêve pour se rencontrer, se compléter, communiquer, s'animer, se déchirer.

Oratorio pour une vie traite de plusieurs thèmes :
- L'interrogation sur nos origines : la naissance de la Vie et du genre humain dans cet univers sans commencement ni fin,
- L'invention du travail : à l'origine, simple acte de survie devenant acte aliéné et aliénant, presque abstrait, conduisant à l'exploitation de l'homme par l'homme et à la compétition industrielle,

- L'éclosion de la ville : à la fois « bouillon de culture », de rencontres, creuset d'échanges, de communication ; à la fois monstre écrasant les hommes,
- La quête de l'homme et de la femme se cherchant dans l'amour conduisant au couple (ou au groupe), signe de notre impossibilité psychosomatique à vivre seul. Sensation d'un manque mutilant, d'un inachèvement, et que l'autre aurait possibilité de combler en partie.

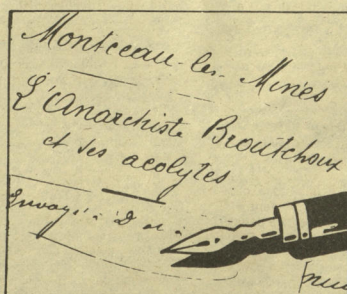
Ombree de pessimisme, mais bourrée d'une irréductible nostalgie de la dignité humaine, cette vision est admirablement exprimée par les figures insolites, chefs-d'œuvre d'ingéniosité et de technique, mues à la force du poignet par des tiges qui les font s'asseoir ou s'agenouiller, s'infléchir au gré des nécessités de leur ronde nuptiale.

Le tout enveloppé dans la musique envoûtante du groupe Tangerine Dream. On est loin de la marionnette, ou la marionnette prouve qu'elle a quelque chose à dire.

PIERRE (Metz)

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux



Notre ami-chouette faisait du chouette turbin, et bientôt se forma à Montceau une « Bibliothèque d'éducation libertaire et sociale ». Toutes ces activités avaient mis les flics sur la qui-vive. Müller, le Commissaire Spécial de Chalon-sur-Saône, rédigea une flopée de rapports sur « le mouve-

ment anarchiste à Montceau-les-Mines » où il notait : « Broutchoux est en train de fonder à Montceau un groupe anarchiste qui compte déjà d'assez nombreux adeptes des jeunes voyous brailleurs, des imbéciles et des hommes mauvais sujets, repris de justice bons à tout faire, la lie de Montceau (...). Broutchoux est très

intelligent, paraît-il. Il a bonne langue, la réplique aisée et ne se laisse pas facilement démonter ». Benoît, qui n'avait plus de boulot, se mit à composer des chansons anars et antimilitaristes. En compagnie de deux poteaux, il les chantait et les vendait deux sous la pièce sur les marchés.

Bande dessinée tirée de
Les aventures épatantes
et véridiques de
Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier
Terrain Vague
En vente à Publico 48 F

Oeuvres
complètes
de Bakounine
tome 7
(Champ Libre)
vient de paraître
en vente à Publico 120 F

POUSSÉE DE L'URSS VERS L'OCÉAN INDIEN

Lors de sa récente visite à Paris et à Bonn, le dirigeant chinois Hua Kuofeng avait mis en garde les nations occidentales contre les menaces de l'impérialisme de l'URSS et sa politique continue d'expansion. On accueillit de tels propos avec un scepticisme poli : ils risquaient en effet de compromettre la « détente » - cette Ost-Politik chère à Brandt et à Schmidt. Fermer les yeux sur l'absence de démocratie et de liberté en URSS, faire confiance aux intentions pacifiques des gens du Kremlin, ménager leur susceptibilité au prix de quelques bassesses : telle était la règle de notre diplomatie occidentale. Et la revue allemande *Stern* publiait le 3 janvier dernier (notez la date !) ces propos d'Helmut Schmidt : « L'intérêt capital de l'URSS reste le maintien de la paix... Le gouvernement de l'URSS n'est pas constitué par des aventuriers qui se lanceraient dans des entreprises mettant leur existence en péril ».

Quand paraissent ces lignes, les troupes russes étaient entrées en Afghanistan ; avaient réinstallé une dictature aux ordres de Moscou après avoir liquidé « physiquement » l'ancien dictateur et sa famille. Et les troupes d'occupation - d'intervention, dit-on par euphémisme - s'employaient à exterminer ceux qu'on appelle naturellement les rebelles. Ce fut un coup dur pour nos champions de la « détente ». Oh ! ils ont protesté, mollement d'ailleurs pour ne pas irriter Monsieur Brejnev, mais il était difficile de se déclarer satisfait des explications du Kremlin fidèlement rapportées et commentées par le Chargé d'affaires de Brejnev en France, Monsieur Marchais. Il s'agissait de protéger préventivement l'Afghanistan contre une attaque du Pakistan, pays sous la coupe de l'impérialisme américain appuyé sournoisement par l'impérialisme chinois. L'URSS a répondu à l'appel angoissé du peuple afghan et de son nouveau chef : un bel exemple de la solidarité de l'URSS à l'égard d'un petit pays... qui allait être opprimé. Mensonge impudent que parler de l'impérialisme soviétique !

A moins d'être un imbécile ou un membre du PC, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte du monde pour constater l'expansion continue de l'URSS : installée au milieu de l'Europe, elle a à son service des républiques satellites où elle intervient militairement quand bon lui semble (Allemagne de l'est, Hongrie, Tchécoslovaquie), elle a, par la Convention des Détroits, obtenu le libre accès de ses navires de guerre en Méditerranée, elle s'est infiltrée en Afrique soit directement, soit

par personne interposée (Cuba, Allemagne de l'est), elle contrôle une bonne partie de la péninsule indochinoise, elle est présente - par Cuba - à l'entrée du golfe du Mexique, elle a plus de navires de guerre dans l'Océan indien que les USA... et j'en passe !

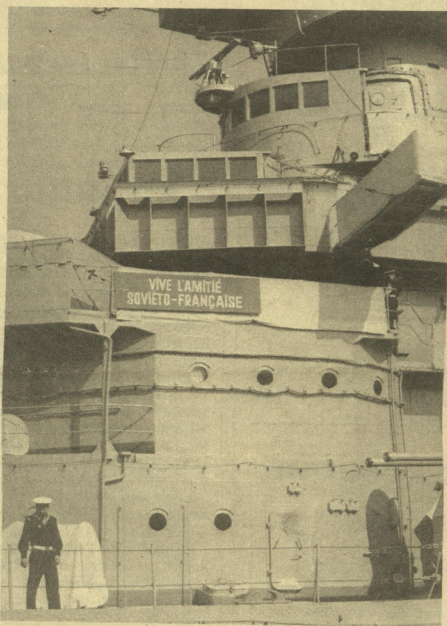
Comment ne pas parler d'impérialisme devant une telle extension des zones d'influence réalisée soit directement, soit

suppose une préparation longue et minutieuse où rien n'est laissé au hasard. Tout prouve que l'occupation de l'Afghanistan n'a pas été improvisée, mais préméditée. Elle était certainement mise au point lorsque Brejnev prononça à Berlin-est ce grand discours qui arracha des larmes de joie aux adeptes de la « détente » : il annonçait pour preuve de ses intentions pacifiques, le retrait de 1000 blindés

et le détroit d'Hormuz à la sortie du golfe persique. Le premier est sous le contrôle d'Aden, donc de la république populaire du Sud-Yémen liée à l'URSS et qui possède aussi un point stratégique, l'île de Sokotra. Le second est la voie par laquelle passent les pétroliers transportant le pétrole de l'Iran et des Emirats : en 1980, 45 pétroliers sortirent journalièrement du golfe persique. Il est évident que si l'URSS, par le sud de l'Iran et du Pakistan, avait accès sur l'Océan indien (où sa flotte est présente), elle aurait la maîtrise d'une région qui fournit à l'Europe occidentale et au Japon une part importante de l'énergie indispensable. La présence de l'URSS en Afghanistan est le premier jalonnement de cette poussée vers l'Océan indien. Le Pakistan représente un obstacle sérieux et on conçoit que la Chine - et les USA - sont décidés à maintenir le Pakistan hors de l'emprise russe. L'attitude pro-soviétique des Indes inquiète aussi le Pakistan, pris entre Afghanistan et Indes comme dans un étouffement. Sans faire de la politique-fiction, l'URSS possède-t-elle un moyen d'arriver à ses desseins sans risquer un affrontement armé avec le Pakistan et sans « intervenir » en Iran : ce qui serait sans doute le signal d'une conflagration générale ? En outre, l'URSS ne

s'étend dans le sud de l'Iran, le sud de l'Afghanistan et le sud du Pakistan. Région où les frontières sont incertaines et dont les Beloutches respectent peu le tracé. C'est en 1879 que le Beloutchistan passa en partie sous le contrôle anglais dans les Indes. Et maintenant les Beloutches sont écartelés entre trois Etats souverains dont l'un est en crise et un autre sous contrôle soviétique. Il n'est pas absurde de penser que réveiller le Beloutchistan, ranimer l'esprit national des Beloutches, serait une opération payante pour l'URSS. On pourrait invoquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et fonder une république populaire beloutche, revanche tardive de ce peuple opprimé. On entendrait vite Monsieur Marchais parler avec des trémolos dans la voix de la vaillante république beloutche solidaire du grand frère russe !

Encore une fois, rien ne permet d'affirmer que l'URSS ait envisagé une telle opération. Cependant, si on songe que ces dirigeants de l'URSS suivent une ligne politique continue et n'agissent pas impulsivement, on doit se demander la raison profonde de l'intrusion soviétique en Afghanistan. Il s'agit d'une poussée vers le sud, en direction de l'Océan indien, et le Pakistan représente maintenant



Navire militaire russe à Bordeaux

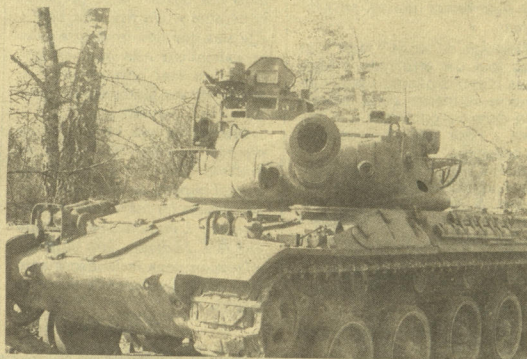
par la présence d'Etats satellites, et d'impérialisme menaçant quand la politique extérieure de l'URSS s'appuie sur la plus formidable concentration de divisions, de blindés, de navires de guerre et d'avions qu'on n'ait jamais vue dans le monde !

L'attaque surprise contre l'Afghanistan doit retenir notre attention : c'est un modèle de précision et de préparation. Kaboul a été investi selon un horaire parfaitement minuté. En 5 heures, 450 avions de transport « Antonov » ont déversé sur la capitale en deux vagues 28000 hommes, 500 blindés lourds, 2000 blindés légers, 1400 tubes lance-fusées. En même temps, des éléments spécialisés prenaient possession - sans le moindre à-coup - des installations de radio, des centrales électriques, des gares : Par la suite, d'autres troupes étaient déversées dans les centres névralgiques du pays. L'opération montre l'efficacité et la parfaite mise au point de la machine de guerre soviétique.

Réussir une telle opération

dés russes et de 20000 hommes faisant partie des troupes soviétiques établies en Allemagne de l'est. L'occupation de l'Afghanistan éclaire d'un jour nouveau les propos apaisants de Brejnev !

Mais pourquoi l'Afghanistan ? Pour montrer la continuité de la politique d'expansion russe, on a évoqué le « Testament politique » du tsar Pierre-le-Grand document vraisemblablement apocryphe, mais qui est conforme aux ambitions des tsars et des maîtres actuels de la Russie : « pénétrer toujours plus avant dans la région comprise entre Constantinople et les Indes... car celui qui régnera dans cette région sera le véritable maître du monde ». L'Afghanistan est une véritable plaque tournante stratégique ayant des frontières communes avec l'URSS, l'Iran, le Pakistan et même la Chine. Deux détroits sont vitaux pour l'approvisionnement en pétrole du Japon, de l'Europe occidentale et - pour une plus faible proportion - des USA : ce sont le détroit de Bab-al-Mandab à la sortie de la mer Rouge



recherche pas une guerre avec la Chine, malgré l'infériorité actuelle de la puissance militaire chinoise : et comme le montre la tension accrue entre Chine et URSS, la Chine ne tolérerait pas une « intervention » russe dans le Pakistan. Alors ?

Il y a bien une solution pour l'URSS : elle est du domaine de l'hypothèse et rien ne permet encore de dire qu'elle ait été envisagée sérieusement, bien qu'on en ait déjà parlé dans la presse internationale. Il existe un pays - le Beloutchistan - et un peuple - les Beloutches - qui ne figurent sur aucune carte. Environ un million de pasteurs nomades beloutches vivent dans une région montagneuse qui

le seul obstacle sérieux à ce plan bien conçu. Pour faire sauter ce verrou, il y a le choix entre un conflit armé et la création problématique d'un Beloutchistan sous la coupe de l'URSS. Il y a aussi une troisième hypothèse : après des notes de protestation platonique tout se tasser. L'URSS digèrera l'Afghanistan et attendra des jours meilleurs pour se livrer à quelque attaque surprise qu'elle aura longuement préparée. Il y aura pour ce coin du globe - et aussi pour nous - un répit dans cette marche vers une troisième guerre mondiale dont les préparatifs vont bon train.

Jean BARRUE

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.